

SIDI-SAÏD L'A AFFIRMÉ HIER**«Dans 10 ans, l'Algérie aura recours à la main-d'œuvre étrangère»**

Pour le secrétaire général de l'UGTA, Sidi-Saïd, dans 10 ans, l'Algérie aura recours à la main-d'œuvre étrangère.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – Invité, hier, à la deuxième journée du premier congrès de l'Organisation de la jeunesse révolutionnaire (OJR), du Parti des travailleurs (PT), le premier responsable de la Centrale syndicale a réitéré son intention de créer une fédération des jeunes demandeurs d'emploi. Une fédération à qui il n'entend pas affecter le qualificatif de «chômeurs algériens», du fait du caractère péjoratif que porterait une telle dénomination. Sidi-Saïd ne veut pas, également, d'une fédération qui se limite à enre-

gistrer les demandes d'emploi, mais d'une structure ayant une véritable dimension syndicale, économique, sociologique et même psychologique. Ainsi, pour le patron de l'UGTA, le chômage n'est plus qu'une question de temps. Et d'affirmer en ce sens, sur un ton confiant : «Dans 10 ans, l'Algérie aura recours à la main-d'œuvre étrangère, et je vois déjà l'Algérien faire du tourisme en se promenant avec un appareil à photos à Paris.»

Par ailleurs, Sidi-Saïd, et pour reprendre son expression, a applaudi des «deux

mains» et des «deux pieds» la crise économique mondiale qui, a-t-il estimé, «nous a permis d'ouvrir les yeux sur la réalité et, ainsi, se tourner vers l'économie nationale». Pour lui, il était temps. Et comme pour rejoindre le discours habituel de Louisa Hanoune, il a exhorté le gouvernement et le chef de l'Etat à aller plus loin dans les réformes.

A partir de là, souligne-t-il, ce n'est plus la question des pouvoirs publics, d'un parti politique ou d'un syndicat, mais celle d'une nation entière qui nécessite une mobilisation générale. Sollicité pour avoir son avis sur l'augmentation du SNMG à 15 000 DA, Sidi-Saïd a clairement précisé que ce n'était point sa priorité lors de la tripartite.

«Je préfère me bagarrer avec le gouvernement pour demander des milliers d'em-



Photo : Samir Sid.

ploi que de négocier un SNMG à 30 000 DA, que la manne financière de l'Etat ne pourra jamais supporter.» Enfin, le SG de l'UGTA

a estimé que la 13^e tripartite a été fructueuse et qu'il reste seulement la question de la révision de l'article 87 bis du Code de travail, une

opération qui ne se fera pas, a-t-il affirmé, sans l'implication de l'UGTA.

M. M.

AMÉLIORATION DU CLIMAT D'AFFAIRES L'Algérie encore à la traîne

L'Algérie est encore à la traîne en matière d'amélioration du climat d'affaires et de développement du secteur privé. Une assertion que confirme un rapport de la Banque mondiale, rendu public le mois dernier et intitulé «Des privilèges à la concurrence : renforcer la croissance par le développement du secteur privé dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord». Ce rapport appelle notamment à «réduire les pratiques arbitraires et discrétionnaires qui affaiblissent l'environnement des affaires afin d'encourager l'entrepreneuriat et l'investissement». Et c'est justement dans ce domaine que la conduite actuelle de la chose économique marque le pas, l'Algérie peinant à diversifier ses exportations. Et d'autant que la réglementation n'est pas appliquée de manière équitable à tous les entrepreneurs, des barrières formelles et informelles brident les opérateurs du commerce extérieur, la transparence fait encore défaut et les réformes lancées sont menées de manière imprévisible et incohérente. Voire, les pratiques de distribution rentière, les privilèges et les conflits d'intérêts entre responsables publics et entrepreneurs privés, immixtion politique et le manque de consensus entre acteurs économiques perdurent malgré toutes les réformes et velléités réformatrices. Et la Banque mondiale rejette également la balle dans le camp du secteur privé qui doit s'ouvrir, développer davantage sa représentativité et mieux s'organiser.

C. B.

REALISE DANS LE CADRE D'UN PARTENARIAT ALGERO-COREEN

Un laboratoire pour la semence de pomme de terre

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural procédera, aujourd'hui, à l'inauguration du laboratoire de production de semences de pomme de terre dont le siège est situé dans la commune de Sebaine, dans la wilaya de Tiaret.

«Réalisé dans le cadre de la coopération algéro-coréenne, ce laboratoire permettra d'améliorer l'offre en semences de pomme de terre à hauteur de 10% des besoins nationaux».

Autre objectif assigné à cette infrastructure, l'accroissement de la production de semences certifiées de pré-base. Cela garantira un meilleur approvisionnement du marché en semences de qualité et à

des prix étudiés. Par ailleurs, ce laboratoire contribuera non seulement à la diversification variétale, à même de minimiser la vulnérabilité génétique, mais aussi à l'initiation de programmes de production destinés à l'exportation.

Il est utile de souligner que le choix d'implantation du site s'est porté sur la ferme pilote de démonstration et de production de semences de l'Institut tech-

nique des grandes cultures (ITGC), localisé dans la commune de Sebaine, «en raison des sols indemnes des différents agents pathogènes spécifiques à la pomme de terre», précise un communiqué de la direction de la communication du département de Rachid Benaïssa.

Notons que ce projet comprend un volet de transfert de technologie en faveur du partenaire algérien. «Le personnel du laboratoire a conduit avec succès les travaux sur les techniques et les manipulations liées aux cultures hydroponiques et aux cul-

tures de tissus de pomme de terre, en collaboration avec les experts coréens, présents sur le site pour le démarrage du projet.

En prévision d'une maîtrise totale du cycle de production des minitubercules, l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA) a identifié auprès de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), son partenaire coréen, la nécessité de former des techniciens sur la technique de la culture méristème», note le communiqué.

T. H.

COMITÉ D'ORAN POUR LA LIBÉRATION DE MOHAMED GHARBI

Appel aux am(e)ls de Mohamed Gharbi

L'esprit de Novembre 1954 n'a jamais été aussi vivant, même furtivement, qu'en ce novembre 2009 ! Au point que de même qu'il habita — inégalement — les Algériens de tous bords, statuts et continents, il a très certainement habité également, pour un moment, notre ami Mohamed Gharbi, moudjahid de la lutte de Libération nationale et chef patriote dans la lutte anti-intégriste, arbitrairement jeté... aux oubliettes du fait de la «déraison» d'un Etat empêtré dans sa «réconciliation nationale». Aussi et en cette période où, derrière les clameurs du célèbre

«One, two, three, viva l'Algérie !», les terroristes islamistes, même en apparente situation de repli, continuent de sévir, notamment contre ceux qui, comme lui, les ont combattus les armes à la main durant les années 1990, il est impérieux de tout faire pour ne pas l'oublier.

— Tout faire pour le sortir de l'oubli dans lequel il est enlisé et dans lequel le silence de tous ceux qui ont l'Algérie moderne et démocratique à cœur contribue, malgré eux/nous, à l'enfoncer !

— Tout faire pour le soutenir dans la terrible épreuve dans laquelle il est engagé depuis 9

ans; et ce, ne serait-ce que modestement, tel cet appel que nous vous adressons, avec l'espoir qu'il se sente moins seul dans un proche avenir !

— Tout faire pour que l'offensive annoncée «contre la matrice idéologique du terrorisme» ne se limite pas à la simple — et dans ce cas, trompeuse — déclaration de circonstance qui ne sert alors qu'à couvrir l'enfoncement bien réel du pouvoir dans l'islamisme politique, mais soit bel et bien déclenchée, avec conséquence, en commençant par la libération de Mohamed Gharbi et le rétablissement de tous les

«patriotes» civils et militaires dans leurs droits et leur dignité, pour finir par —pour paraphraser le regretté Mostefa Lacheraf en avant-première de l'hommage que l'Algérie démocratique ne manquera pas de lui rendre en janvier prochain — prohiber activement, tel que l'a fait «la Révolution du 1^{er} Novembre 1954», «toute exploitation du sentiment religieux des masses populaires pour (quelque) cause (que ce soit à caractère) politique», notamment en revenant sur «la légèreté (dont a fait preuve) le pouvoir de légaliser des partis islamistes ennemis de la

loi, de la Constitution, de la démocratie et de la paix civile et religieuse» ainsi que sur cette autre aberration de «classer les intégristes en «modérés» et «extrémistes», oubliant par là même qu'ils sont tous, potentiellement, de la même virulence... et représentent donc une égale catastrophe pour la société».

Vive l'Algérie libre et démocratique !

Oran, le 3 décembre 2009

Le Comité d'Oran pour la libération de Mohamed Gharbi